



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction  
des politiques publiques

Bureau des installations classées  
pour la protection de l'environnement

Réf. :DiPP/3 – Bicpe - RS

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la  
Communauté d'Agglomération de Valenciennes  
Métropole de régulariser la situation administrative de  
la déchetterie située rue de la Bleue du Nord à  
VALENCIENNES.**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais  
Préfet du Nord  
Officier de la légion d'Honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6; L.171-7; L.172-1; L.511-1; L.512-3; L.514-5;

Vu l'arrêté d'enregistrement du 11 avril 2014 délivré à la Communauté d'Agglomération Valenciennes Métropole pour l'exploitation d'une déchetterie située rue de la Bleue du Nord à Valenciennes concernant la rubrique 2710-2 (installation de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial) au statut enregistrement et la rubrique 2710-1 (installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial) au statut déclaratif ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) transmis à l'exploitant par courrier du 25 juin 2015 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite du 29 mai 2015, l'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées a constaté la présence de plus de 7 tonnes de déchets dangereux sur le site de la déchetterie;

Considérant la nomenclature des installations classées et notamment la rubrique 2710-1 :

<b>2710 - Collecte de déchets apportés par le producteur initial</b>	
1. Collecte de déchets dangereux :	
La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant :	
a) Supérieure ou égale à 7 t	(A - 1)
b) Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t	(DC)

Considérant que l'installation, dont l'activité a été constatée lors de la visite du 29 mai 2015, qui relève plutôt du régime de l'autorisation que du régime de la déclaration est exploitée sans l'autorisation nécessaire en application de l'article L.512-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement de mettre en demeure la Communauté d'Agglomération de Valenciennes Métropole de régulariser sa situation administrative ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

## **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La Communauté d'Agglomération de Valenciennes Métropole, dont le siège est situé 2 place de l'Hôpital Général – BP 60227 – 59305 VALENCIENNES Cedex, exploitant une déchetterie sise rue de la Bleue du Nord sur la commune de VALENCIENNES est mise en demeure de régulariser sa situation administrative soit :

- en déposant un dossier de demande d'autorisation en préfecture conforme aux dispositions des articles R. 512-2 et suivants du code de l'environnement ;
- en réduisant la quantité de déchets dangereux sur le site afin que la quantité maximale susceptible d'être présente soit inférieure à 7 tonnes.

Dans le délai d'un mois, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure.

Dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation, ce dernier doit être déposé dans un délai de deux mois.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

**Article 2** - Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

**Article 3** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication et de son affichage.

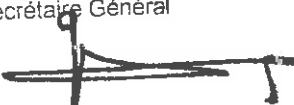
**Article 4** - Le secrétaire général de la préfecture du Nord et Monsieur le Sous-Préfet de VALENCIENNES sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- Monsieur le maire de VALENCIENNES ;
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de VALENCIENNES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire .

Fait à Lille, le 07 AOU 2015

Le préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général

  
Gilles BARSACQ

